

----- Forwarded message -----

From: xxxxx

Date: mer. 5 déc. 2018 à 05:30

Subject: Demander le déclenchement de l'article 68 de la Constitution pour la destitution du Président de la République Mr Macron

To: <[e.assassi@senat.fr](mailto:e.assassi@senat.fr)>

Bonjour Mme Éliane Assassi,

Je suis un habitant de la Seine-Saint-Denis. Je réside à la plaine saint-denis.

Je vous écris pour vous demander le déclenchement de l'article 68 de la Constitution pour la destitution du Président de la République Mr Macron.

C'est une procédure contradictoire, où le chef de l'État est requis de venir s'expliquer devant une Haute Cour constituée de parlementaires sur les « motifs susceptibles de caractériser un manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat ».

Dans le cas où il ne se trouverait même pas 58 députés ou 35 sénateurs pour voter en faveur du déclenchement de l'article 68, cela signifierait que la quasi-totalité des parlementaires estiment que toutes les violations à la Constitution commises par M. Macron, énumérées dans la liste ci-dessous, ne méritent même pas examen par la représentation nationale :

Violation n°1 : la paupérisation et la précarisation de pans entiers de la société française,

Violation n°2 : le bradage d'intérêts stratégiques et de services publics

Violation n°3 : le dénigrement incessant des Français

Violation n°4 : le musellement en sa faveur des médias audiovisuels du service public, et la tentative sans précédent d'imposer une supposée Vérité par la loi, en particulier par le vote d'une loi contre les prétendues « fake news ».

Violation n°5 : le travail de sape contre l'unité nationale

Violation n°6 : la destruction programmée de milliers de communes françaises

Violation n°7 : une politique visant à éroder constamment notre indépendance nationale et à dissoudre la France dans une Europe fédérale sous domination allemande,

Violation n°8 : la violation des droits du parlement et du droit international.

Violation n°9 : La mise en avant permanente d'une rhétorique guerrière visant à promouvoir un nationalisme continental européen.

Violation n°10 : le mépris constant avec lequel M. Macron traite la langue française et les pays de la Francophonie

Cordialement